

Il est urgent d'ouvrir le revenu minimum aux jeunes

2 octobre 2020



Le taux de pauvreté chez les jeunes âgés de 18 à 29 ans (12,5 %) est quatre fois supérieur à celui des personnes âgées de plus de 65 ans (3 %) selon les données 2018 de l'Insee [1]. Il s'agit de la tranche d'âge dont le taux de pauvreté a le plus progressé ces dernières années, avec une hausse de près de 50 % depuis 2002. La crise économique de 2008, puis celle engendrée par la situation sanitaire due au coronavirus, ont dégradé leurs conditions de vie. Alors qu'ils sont les plus touchés, ces jeunes n'ont pas le droit de recevoir un revenu minimum avant d'avoir 25 ans.

Les jeunes adultes français de moins de 25 ans sont presque les seuls en Europe (avec les Espagnols et les Luxembourgeois) à être considérés comme des enfants par l'État social. Dans la quasi-totalité des pays européens, les jeunes peuvent en effet bénéficier d'un minimum social dès 18 ans. Même l'Italie, un pays à forte tradition familialiste – comme la France –, a récemment mis en place un revenu minimum sans condition d'âge. Chez nos voisins, quand on devient adulte civilement (majorité civile) et politiquement (droit de vote), on le devient aussi socialement. Pas en France.

De grands enfants

Plusieurs raisons peuvent expliquer que les jeunes représentent un angle mort de l'État-providence français. Tout d'abord, la tradition familialiste française : on considère dans notre pays que c'est d'abord à la famille de prendre en charge ses « grands enfants ». Avec pour conséquence de reporter la charge de leurs difficultés sociales sur les familles. Cela renforce l'importance des origines sociales et donc des inégalités entre jeunes et laisse à l'abandon ceux qui sont sans famille ou avec des ressources insuffisantes pour les aider [2].

Ensuite, on craint que le RSA fasse des jeunes des « assistés ». Avec 500 euros par mois, ils pourraient soi-disant se passer de chercher du travail. Or différentes études ont montré que la mise en place d'un revenu minimum n'affecte pas la recherche d'emploi des jeunes [3]. Les travaux de l'économiste Esther Duflo sur la pauvreté ont établi que cette critique de l'assistanat, envers les plus pauvres en général, n'était pas fondée empiriquement. Surtout, elle explique qu'il est possible de lier plus étroitement le bénéfice d'un revenu minimum aux dispositifs d'accompagnement vers l'emploi ou la formation, comme c'est le cas dans les pays nordiques. Il existe en France une « garantie jeunes » qui permet d'accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité dans leur insertion professionnelle, mais elle est attribuée dans des conditions draconiennes.

Pour lutter efficacement contre la pauvreté des jeunes, il est temps de leur accorder le droit à un minimum social [4]. Cette option est largement à la portée des finances publiques de notre pays. L'Inspection générale des affaires sociales, reprenant une étude du ministère des Solidarités a, par exemple, estimé le coût de l'ouverture du RSA aux 18-25 ans (non étudiants) à un montant situé entre 1,5 et 3 milliards d'euros [5]. À titre de comparaison, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), dont l'effet est très réduit, a coûté 21 milliards en 2018, et le « plan jeunes » présenté le 23 juillet dernier, est estimé à 6,5 milliards. C'est donc une réforme dont la mise en œuvre ne dépend en fin de compte que d'une volonté politique suffisante, et dont les effets seraient considérables en termes de réduction de la pauvreté [6].

Le contexte actuel rend encore plus nécessaire cette entrée des jeunes dans le droit commun des minima sociaux : si la crise sanitaire a principalement touché les plus âgés, la crise économique et sociale qui s'ensuit concerne les jeunes en premier lieu, avec, entre autres, une montée du chômage et de la pauvreté.

Certes, le « plan jeunes » présenté par le gouvernement propose une palette de dispositifs pour les aider dans ce nouveau contexte. Mais il ne peut répondre à toutes les situations de pauvreté qui surviendront et qui seront accentuées par la réforme de l'assurance chômage (qui augmentera la

durée de cotisation de quatre à six mois pour percevoir des indemnités), repoussée en 2021. Ce plan ne pourra pas non plus endiguer la crise de confiance des jeunes à l'égard des institutions, puisqu'on ne leur fait pas confiance en retour en leur reconnaissant un statut d'adulte dans le cadre de la protection sociale. Si, comme l'a déclaré le 22 août à la presse, Sarah el Haïry, la nouvelle secrétaire d'État à la Jeunesse, être jeune en France «c'est être au cœur du système de solidarité », alors la première étape est de leur ouvrir ce qui constitue le premier pilier de cette solidarité : la reconnaissance du statut de citoyen social aux moins de 25 ans et son corollaire, l'accès à un revenu minimum.

Tom Chevalier, politiste, est chargé de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de *La jeunesse dans tous ses États*, PUF, 2018.

Extrait de [«Les jeunes représentent un angle mort de l'État-providence français](#) », publié par le journal *Le Monde* le 5 septembre 2020.

Photo / CC Rand McCoy

[1] Au seuil de pauvreté fixé à 50 % du niveau de vie médian.

[2] [«Les transferts familiaux vers les jeunes adultes en temps de crise : le charme discret de l'injustice distributive](#) », Adrien Papuchon, in *Revue française des affaires sociales* n° 1-2, 2014.

[3] [«Le RMI et son successeur le RSA découragent-ils certains jeunes de travailler ? Une analyse sur les jeunes autour de 25 ans](#) », Olivier Bargain et Augustin Vicard, in *Économie et Statistique* n° 467-468, 2014.

[4] [«Arrêtons de les mettre dans des cases ! Pour un choc de simplification en faveur de la jeunesse](#) », Célia Verot et Antoine Dulin, Rapport au premier ministre, mars 2017.

[5] [«La protection sociale des jeunes de 16 à 29 ans](#) », Rapport 2015 de l'Inspection générale des affaires sociales, janvier 2016.

[6] [«Repenser les minima sociaux - Vers une couverture socle commune](#) », Christophe Sirugue, Rapport au premier ministre, avril 2016.

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Points de vue](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inequalitywatch.eu/Il-est-urgent-d-ouvrir-le-revenu-minimum-aux-jeunes>